



## Arrêté du Maire

### Ville de Veauche Occupation du Domaine Public Arrêté de Police

**Objet :** Arrêté permanent portant à la réglementation de la gestion des mégots dans le cadres des activités produisant un HOTSPOT dans l'espace publics

**Le Maire de la Commune de VEAUCHE,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-2,

**Vu** le Code de la santé publique, notamment son article R. 3512-2,

**Vu** le Code l'environnement,

**Vu** le Code pénal, et notamment son article R. 610-5,

**Vu** le décret n° 2015-337 du 25 mars 2015 relatif à l'abandon d'ordures et autres objets,

**Vu** le décret n° 2020-1573 du 11 décembre 2020 relatif à la gestion des déchets,

**Vu** le règlement sanitaire départemental de la Loire du 20 juin 1979 modifié,

**Vu** la délibération 2022.70 du 27 septembre 2022 portant approbation d'un contrat avec la société ALCOLME dans le cadre des missions de salubrité publique des collectivités,

**Considérant** que l'autorité de police municipale peut prendre, sur le territoire communal, les mesures permettant d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques et peut ainsi faire usage des pouvoirs de police générale dont elle dispose au regard des circonstances locales,

**Considérant** que le jet de mégots de cigarettes sur la voie publique, notamment en cas d'occupation du domaine public, est de nature à porter atteinte à la propreté de la Commune et susceptible de constituer un trouble à la salubrité publique,

**Considérant** que les mégots de cigarettes présents sur la voie publique sont susceptibles de pénétrer le système d'évacuation d'eau pluviale et, par conséquent, de porter atteinte au bon fonctionnement de celui-ci et de polluer les eaux,

**Considérant** le nombre important de mégots de cigarettes ramassés par les agents de la Commune chaque jour, entraînant un coût financier important pour la Commune,

**Considérant** qu'il est essentiel d'éradiquer les mégots de cigarette et de lutter contre les incendies environnementaux,

**Considérant** que dans ce cadre, il convient de réglementer l'activité des exploitants ou maîtres des lieux visés à l'article R. 3512-2 du Code de la santé publique et dont l'activité produit un Hotspot dans les espaces publics, en fonction de la fréquentation de ces lieux,

### Arrêté

**Article 1 :** Les exploitants ou maîtres des lieux visés à l'article R. 3512-2 du Code de la santé

publique et bénéficiant d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) de l'espace public et du domaine public sont tenus de prendre les mesures, dispositions et prescriptions nécessaires afin de lutter et œuvrer pour que les espaces concédés soient maintenus en parfait état de propreté.

Ils devront inviter le public à utiliser des cendriers pour les mégots et prescrire tout jet ou abandon. Les cendriers devront être mis à la disposition de la clientèle et vidés régulièrement.

Les déchets, de quelque nature qu'ils soient (ticket de caisse, papier gras, mégots, serviettes en papier, etc.) seront régulièrement ramassés et jetés dans les exutoires appropriés. Il est formellement interdit de jeter ces mêmes déchets dans le réseau d'assainissement, notamment les bouches d'égouts et avaloirs.

**Article 2** : En application de l'article R. 610-5 du code pénal, la violation de l'interdiction prévue à l'article 1 est réprimée d'une contravention de deuxième classe, soit un montant **maximum de 150 euros**.

**Article 3** : Le Directeur Général des Services et toutes les autorités compétentes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux (2) mois à compter de sa notification, pour les personnes intéressées, ou de sa publication, pour tout tiers ayant un intérêt à agir. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité administrative dans les mêmes conditions de délai.

**Article 7** : Copie du présent arrêté sera transmise à :

- Les agents de Police Municipale
- Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison
- Service de la trésorerie

Le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- certifie que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification

Fait en Mairie de Veauce,  
Le 23/08/2024  
Le Maire, **Gérard DUBOIS**

